



NON À LA «LOI TRAVAIL »!

Section d'Aulnay-Sous-Bois
25, rue Jacques Duclos
93600 Aulnay-sous-Bois
sectionpcfaulnayanadoo.fr

**LETTRE OUVERTE À MONSIEUR GOLDBERG,
DÉPUTÉ DE LA 10^{ème} CIRCONSCRIPTION de Seine-Saint-Denis**

Monsieur le député,

Nous prenons acte de vos récentes déclarations mettant en exergue les dangers que recèle la loi travail pour les salariés et l'économie du pays.

Les salariés, la jeunesse de notre pays ont bien compris depuis plusieurs mois ces dangers et le caractère absolument inacceptable de cette loi initiée et soutenue par un gouvernement auquel vous avez accordé votre confiance et qui est aujourd'hui triplement isolé : l'opinion publique est majoritairement contre, il n'y a pas de majorité parlementaire sur ce projet de loi et sur la politique antisociale qu'il recèle, et le front syndical s'y opposant, majoritaire depuis le début, s'est encore élargi ces dernières semaines isolant les 2 seules centrales syndicales minoritaires, la CFDT et la CFTC, qui le soutiennent.

A Aulnay-sous-Bois, comme dans l'ensemble du pays, salariés, retraités, jeunes ne se contentent plus de dénoncer l'inacceptable, ils exigent le retrait de ce projet et l'ouverture d'un véritable débat social visant la construction démocratique d'un code du travail protecteur pour tous les salariés dans le contexte du 21^{ème} siècle.

Les organisations syndicales dans une très large majorité ont engagé une votation citoyenne sur cette loi, qui reçoit un excellent écho sur les places de la ville, dans les entreprises et services publics d'Aulnay.

L'heure est à l'action ! L'heure est au rassemblement de ceux et celles qui veulent stopper ce gouvernement qui refuse tout dialogue, use des dispositions de notre constitution les plus viles et régressives au plan démocratique pour imposer sa

volonté de destruction du droit social contre la volonté majoritaire de la population, des organisations syndicales et des parlementaires !

Vous avez été sollicité au mois de mai pour signer une motion de censure de gauche au moment où le gouvernement engageait sa responsabilité pour faire adopter sans débat et sans vote cette loi. Vous avez alors choisi de ne pas signer cette motion de censure et ainsi contribuer à ce qu'elle ne puisse être déposée, 2 des 58 signatures requises manquant. Cela a eu pour effet de faire adopter la loi à l'Assemblée en 1^{ère} lecture et à envoyer le texte aux débats du Sénat. La majorité de droite au Sénat n'a de cesse d'aggraver les dispositifs délétères qui caractérisent ce texte. Les sénateurs socialistes ayant, du reste, joint leurs votes à ceux de la droite pour rejeter la demande des Sénateurs communistes de suspension du débat parlementaire conformément à la volonté populaire majoritaire dans le pays !

Début juillet, à nouveau la loi reviendra à l'Assemblée Nationale si les débats ne sont pas suspendus comme le réclament majoritairement les citoyens de notre pays, comme le demandent vos mandants.

Nous vous demandons instamment de donner droit à la volonté des habitants et salariés qui vous ont élu sur la 10^{ème} circonscription de Seine-Saint-Denis, en exigeant, dès aujourd'hui la suspension des débats afin d'ouvrir la possibilité d'élaborer en concertation avec les organisations syndicales, une loi travail protectrice pour tous les salariés.

Nous vous demandons également de vous positionner en faveur du dépôt d'une motion de censure de gauche si l'irresponsabilité du gouvernement persistait en ne retirant pas cette loi, et s'il engageait, à nouveau sa responsabilité pour en obtenir une adoption sans vote.

Nous sommes disponibles pour vous rencontrer afin d'exposer plus avant notre détermination à tout faire pour que la voix majoritaire de la population soit entendue et respectée.

Salutations citoyennes,

Aulnay, le 27 juin 2016,

Pour la section du PCF d'Aulnay-sous-Bois,

Son secrétaire,

Jean-Marie Touzin

